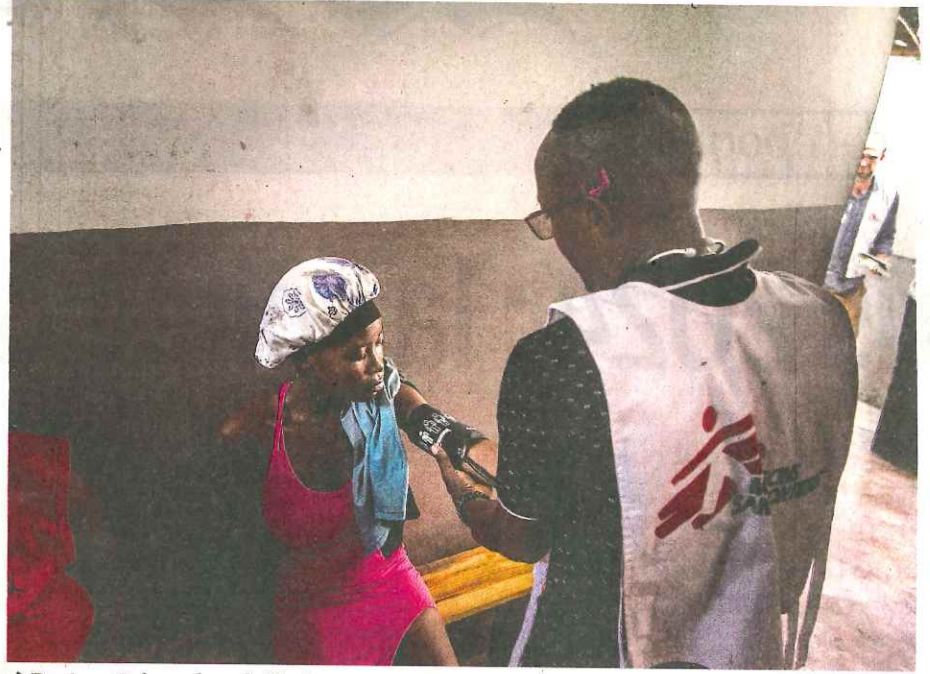
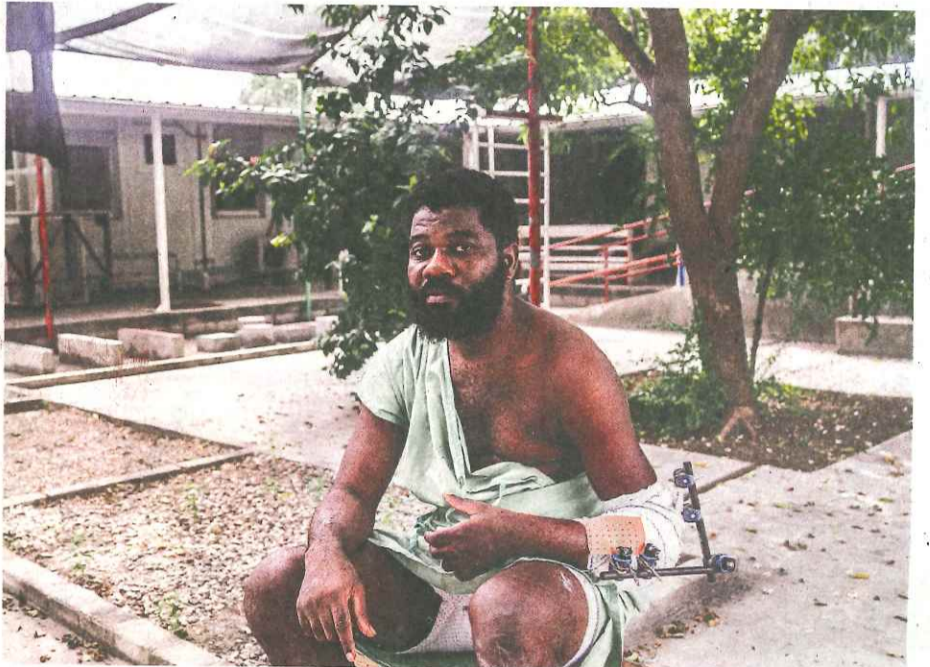




Un auxiliaire de santé et une patiente, dans la clinique mobile de Médecins sans frontières, à Port-au-Prince, le 15 juillet. PHOTOS: PIERRE MICHEL JEAN/KOLEKTIF 2D POUR « LE MONDE »



La cour de l'hôpital universitaire d'Haïti, pillée en avril, à Port-au-Prince, le 13 juillet. Jimmy Désimon, blessé par une balle perdue, à l'hôpital Saint-Luc, à Tabarre, le 15 juillet.



# Haïti : le système de santé au bord du gouffre

Six hôpitaux sur dix ont cessé leur activité à Port-au-Prince, en raison des attaques commises par les gangs

## REPORTAGE

PORT-AU-PRINCE - envoyé spécial

Assises sur une double rangée de bancs, une soixantaine de personnes attendent sous le préau d'un petit bâtiment de Bel Air, quartier populaire de Port-au-Prince, la capitale haïtienne. Autour d'eux, des soignants, reconnaissables à leurs chasubles blanches au logo de Médecins sans frontières (MSF), vont et viennent, d'un air affairé, le front perlé de sueur. Tour à tour, les patients, surtout des femmes et des enfants, sont dirigés vers l'une des salles où ils seront pris en charge par des professionnels haïtiens ou étrangers.

Ce lundi matin de juillet, les consultations vont bon train dans la clinique mobile de la rue Lamarre gérée par l'ONG humanitaire. Deux jours par semaine, ce dispensaire, installé dans les locaux d'une école attaquée et pillée par des bandits armés début avril, reçoit des habitants de ce quartier qui échappent au contrôle des autorités haïtiennes depuis que le chef de gang Kempès Sanon en a fait son fief. A l'instar de Bel Air, ce sont 80 % de l'agglomération de Port-au-Prince qui sont contrôlés par les bandes criminelles.

Outre le dispensaire de Bel Air, MSF gère cinq cliniques mobiles, selon un roulement hebdomadaire, dans les quartiers les plus dangereux de Port-au-Prince. Plus d'une centaine de consultations ont lieu quotidiennement sur chacun de ces sites, auxquels s'ajoutent cinq structures hospitalières plus importantes. Les gangs tolèrent la présence des travailleurs humanitaires dans ces centres médicaux et dans leurs véhicules bien identifiés. Cependant, « il y a parfois des problèmes sécuritaires qui nous empêchent de travailler », déplore Mumuza Muhindo, le chef de mission de MSF France en Haïti.

### « Vingt kidnappings »

Ces structures humanitaires sont devenues indispensables, dans cette ville où de nombreux établissements de santé ont été vandalisés par les bandes armées. La situation a brutalement empiré en février, lorsque plusieurs groupes ont uni leurs forces et multiplié les exactions afin de faire tomber le gouvernement. Six hôpitaux sur dix « ne sont pratiquement plus opérationnels, en raison de l'escalade récente de la violence à Port-au-Prince », alertait l'Unicef fin mai. « Le système de santé haïtien est au bord de l'effondrement », s'émuovait Bruno Maes, représentant en Haïti de cet organisme onusien.

Dans la capitale du pays, soigner la population relève désormais de la gageure. « Les deux hôpitaux dans lesquels je travaillais sont fermés », se désole la pédiatre Clertida Lamothe Cassamajor. Le plus grand des deux, le centre hospitalo-universitaire Saint-François-de-Sales, qui comptait une centaine de spécialités, a été attaqué début mars par le gang 5 Segond.

« Ils ont tout saccagé, tout emporté. Même les portes, s'indigne la praticienne. Nous avons dû évacuer en urgence avec les patients. »

L'établissement catholique à but non lucratif a déménagé dans « une petite maison » de la commune voisine de Delmas, où il n'assure plus qu'une prise en charge ambulatoire, poursuit le spécialiste, qui indique avoir dû « prendre des précautions pour rester en vie » après avoir reçu des menaces. Le deuxième établissement où exerçait le pédiatre, le centre hospitalier Sainte-Marie, n'a pas subi d'attaque, mais était exposé au danger des « balles qui pleuvaient sur la cour », raconte le docteur Lamothe Cassamajor. Cet établissement privé a fermé ses portes après qu'un agent de sécurité a été mortellement blessé par une balle perdue.

Début mars, le saccage de l'hôpital de l'université d'Etat d'Haïti, le principal établissement public du pays, a suscité la consternation et mis en relief la destruction du système de santé par les gangs. Une intervention de la police nationale haïtienne, le 7 juillet, a permis de reprendre le contrôle de ce centre hospitalier situé dans un quartier du centre-ville encore aux mains des bandes armées. Mais le site, encombré de débris et

**Le centre hospitalier Sainte-Marie a fermé après qu'un agent de sécurité a été mortellement blessé**

de véhicules calcinés, a des airs de champ de bataille.

La reprise des soins à l'hôpital de référence d'Haïti, partiellement détruit lors du séisme de 2010 et dont la reconstruction avait été soutenue par des financements de l'Agence française de développement, est envisagée à une échéance incertaine. Des « garanties » seront nécessaires pour que le personnel et les usagers « ne se fassent pas tirer dessus », a exhorté Jude Milcé, le directeur de l'établissement, sur les ondes de la radio Magik9. Il ne croyait pas si bien dire : lundi 29 juillet, une fusillade a éclaté aux abords du site lors d'une visite d'inspection du premier ministre, Garry Conille, en présence de journalistes.

### « Il reste très peu de médecins »

Situé à 500 mètres à peine de l'ambassade des Etats-Unis, dans la commune de Tabarre, l'hôpital Saint-Luc a été épargné par cette violence aveugle. Cependant, « il ne fonctionne qu'à 40 % », estime Richard Fréchette, le prêtre américain qui dirige cet établissement catholique de 80 lits. Et pour cause : en juillet 2023, cette plaine stratégique, non loin de l'aéroport de Port-au-Prince, est passée sous le contrôle du gang Kraze Barry. « Ça fait un an que c'est le désastre, s'émeut le père Fréchette devant l'entrée de son hôpital. Les patients ne viennent plus. »

Le meneur de ce gang, Vitel'homme Innocent, est recherché par le FBI pour avoir organisé, en octobre 2021, l'enlèvement de dix-sept missionnaires nord-américains. C'est un risque qui pèse également sur le personnel de l'hôpital Saint-Luc. « Ces quatre dernières années, on a eu au moins vingt victimes de kidnappings », déplore le père Fréchette

**« Ils ont tout emporté. Même les portes. Nous avons dû évacuer en urgence avec les patients »**

CLERTIDA LAMOTHE  
CASSAMAJOR  
pédiatre

dans un créole mâtiné d'anglais. Dans ces situations, ce membre de la congrégation de la Passion de Jésus-Christ dit « essayer de raisonner les ravisseurs » afin d'obtenir la libération de ces otages sans payer la totalité de la rançon. Outre ces dangers, l'établissement est confronté à des pénuries de matériel et de médicaments, ainsi qu'à une émigration massive de son personnel. Ces difficultés l'ont contraint à fermer tous ses services de spécialités.

Dans les structures gérées par les organisations humanitaires, la situation sécuritaire n'est guère meilleure. « Les défis sont énormes. Travailler en Haïti, c'est accepter tous les risques », observe Mumuza Muhindo dans un des locaux de MSF. Même le principal hôpital géré par l'ONG française, à Tabarre, n'est pas à l'abri des irruptions des bandits. Une nuit de juillet 2023, une vingtaine d'hommes armés ont semé la terreur dans les bâtiments préfabriqués de cet établissement de 75 lits spécialisé en traumatologie et en traitement des grands brûlés.

« Ils ont fouillé tout l'hôpital. Ils ont pris un malade en pleine salle d'opération. La famille n'a plus de nouvelles », déplore le chef de mission. Après cette intrusion, le ser-

vice de traumatologie est resté fermé pendant près de deux mois.

En décembre 2023, c'est un convoi de deux ambulances de MSF qui a été attaqué par une dizaine d'individus armés, non loin du centre d'urgence de Turgeau. Les malfaiteurs se sont emparés d'un patient qui se trouvait dans l'un des véhicules avant de l'abattre à bout portant.

Face à ces dangers, l'ONG humanitaire peine à retenir son personnel. « On a en moyenne une dizaine de démissions chaque mois à l'hôpital de Tabarre » sur un effectif d'environ 500 personnes, dont une vingtaine d'expatriés, précise M. Muhindo. Et pourtant, les besoins ne font que s'accroître : le nombre de patients du service de traumatologie était en « augmentation de 65 % » sur les quatre premiers mois de 2024 par rapport à la moyenne mensuelle de 2023, indique le chef de mission de MSF. Une hausse due à la flambée de violence du début de l'année et à la paralysie croissante du système de santé haïtien.

« Il reste très peu de médecins à Port-au-Prince : 50 % d'entre eux sont partis », déplore Clertida Lamothe Cassamajor. Ceux-ci sont, selon elle, « la cible principale » des enlèvements avec demande de rançon. « Mais moi, je ne veux pas partir : je suis prisonnière de mes œuvres sociales, poursuit la dirigeante de la fondation. Maison du sourire, une ONG consacrée à l'éducation et à la santé des mineurs. Ma vocation est d'être utile aux enfants défavorisés de mon pays. » Hélas, pour la pédiatre, l'heure n'est pas à l'optimisme : « Les gangs s'étaient pliés pendant quelques semaines, mais les kidnappings ont repris de plus belle. » ■

JEAN-MICHEL HAUTEVILLE